

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits polarisent l'ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

Redaction - Administration
Publicité
Adresse Télégraphique: Aguiptrea
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

SOMMAIRE

Page

La vie dans nos régions.

Programme de Radio.

Page 4

Les ministres de l'OUA au Caire.

La conférence du Commonwealth.

Inspection à Yomou.

La délégation gouvernementale de la République de Guinée au « Sommet Africain » du Caire

LE PRESIDENT de la République de Guinée S. E. Ahmed Sékou Touré participera aux travaux du 2ème Sommet Africain qui se tiendra au Caire du 17 au 21 juillet 1964.

Le Chef de l'Etat sera accompagné d'une forte délégation gouvernementale comprenant :

MM. El Hadj Diallo Saïfoulaye, ministre d'Etat ;

Béavogui Louis Lansana, ministre des Affaires étrangères ;
Camara Nénékhali Condetto, secrétaire général adjoint du gouvernement ;

Diallo Abdoulaye, ambassadeur itinérant directeur de la division politique du ministère des Affaires étrangères ;
Barry Diawandou, ambassadeur de Guinée au Caire ;

Achkar Marof, ambassadeur de Guinée à l'O.N.U. New-York ;
Diallo Seydou, ambassadeur de Guinée à Alger ;

Toukara Tibou, ambassadeur de Guinée à Dakar ;
Barry Boubakar, ambassadeur de Guinée à Lagos ;

Camara Mangué Gadiri, ambassadeur de Guinée à Freetown ;
Sy Savané Souleymane président de la Cour d'Appel ;

Bangoura Mohamed Kassory, directeur de

la division économique et sociale du ministère des Affaires étrangères ;
El Hadj Magassouba Moriba, directeur de cabinet du ministère de la Défense nationale et de la Sécurité ;
Barry Biro, représentant de Guinée auprès du Comité des neuf à Dar-Es-Salam ;
Touré S. Ben-Daouda, chef du protocole de la Présidence de la République ;

Capitaine Zoumanigui Kékoura, chef de cabinet militaire officier d'ordonnance du Président de la République ;

Diallo Alpha Ibrahima, directeur général des Services de l'Information ;
El Hadj Bah Thierno Ibrahima, gouverneur de la Région de Télémélé ;

Cissé Fodé, 1er secrétaire d'Ambassade de Guinée au Caire.

Les événements du Congo

La vigilance s'impose

La prise du pouvoir par Tschombé, si elle n'a pas été à proprement parler une surprise, est par contre inquiétante, car elle s'est déroulée pratiquement sans coup férir, l'affaire ayant été préparée de main de maître par les commanditaires de service de l'impérialisme.

Point n'est de saison d'ergoter ici sur les constitutionnalités de

Tschombé ne se prélasserait pas aujourd'hui dans le fauteuil du regretté Patrice Lumumba.

Quel est donc ce gouvernement qu'on dit soutenu par un peuple qui n'y voit aucun de ses authentiques représentants, nous voulons parler de ceux qui n'ont jamais accepté l'ingérence étrangère qui mettait leur pays à peine indépendant à l'état de sujétion et sous le contrôle des monopoles ?

Quelle valeur, quelle confiance accorder à un gouvernement derrière lequel on voit s'agiter à peine camouflés les tireurs de ficelles qui actionnent celui qui est l'un des fossoyeurs de l'unité congolaise ?

Voilà ce qui inquiète l'opinion africaine ! Et si des voix hautement autorisées se sont élevées ça et là sur notre continent pour extérioriser cette inquiétude, ce n'est pas là, pensons-nous, une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat frère.

par KEN

l'acte. Fini le temps - ou presque - où l'impérialisme imposait sa volonté par des actes brutaux. Il préfère passer aujourd'hui par les formes pseudo-légales qu'il croit plus subtiles - pour tromper la vigilance des peuples. Qui oserait à nier aujourd'hui que Moïse Tschombé a été imposé ? Constitution respectée ? Dans la façade, certes ! Mais le peuple, ses représentants, ont-ils eu leur mot à dire ? La réponse, on la connaît, car dans l'affirmative,

MYSTIQUE DU TRAVAIL

AUGMENTATION QUANTITATIVE et QUALITATIVE DE LA PRODUCTION

devront donner un sens nouveau à la vie de chacun
avait déclaré le Président Ahmed Sékou TOURE devant les cadres politiques et administratifs de la capitale au cours d'un meeting tenu après le C. N. R. de Gueckédou

Nous commençons aujourd'hui la publication du texte intégral de l'intervention du Président Ahmed Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G. lors de la conférence des cadres organisée le 24 avril dernier à la Permanence du Parti par le Bureau Politique National.

La conférence de ce soir a pour but d'informer les principaux cadres de l'Etat des leçons que le Bureau Politique National a pu tirer des travaux de la session du Conseil National de la Révolution tenue du 16 au 18 avril à Gueckédou ; il s'agit de préciser les objectifs assignés à l'action du Parti dans la deuxième phase du développement historique prescrite à notre peuple ; ce

développement doit réaliser l'harmonie intime de la pensée et de l'action du Parti, assurer la liaison effective entre les décisions du Parti et l'attitude concrète que chaque responsable ou militant doit observer à leur égard.

A Gueckédou figurait, à l'ordre du jour, l'établissement du 2ème Plan de développement économique et social de la République de Guinée. Pour pouvoir, avec efficacité, remplir une telle tâche, le Bureau Politique National a présenté trois rapports de caractère complémentaire : le 1er intéressait, bien entendu, l'orientation politique, la redéfinition de la ligne politique de notre Parti, la réaffirmation des principes essentiels qui doivent guider l'action de notre peuple et la fixation des objectifs de la Révolution guinéenne ; le 2ème rapport

concernait les leçons que nous avons tirées de l'application des décisions de la conférence de Kankan, laquelle avait lancé le 1er Plan de développement de notre pays, le Plan Triennal qui allait du 1er juillet 1960 au 30 juin 1963, soit trois années d'activités, trois années d'efforts qui nous ont permis de mesurer tout à la fois le niveau des capacités de réalisation de notre peuple, les faiblesses et lacunes que comportait son action. Notre politique devant être essentiellement réalisée, se devait par conséquent de s'inspirer des leçons du passé pour mieux s'orienter dans la nouvelle phase. Le 3ème rapport concernait plus directement les tâches à prescrire à l'action de développement dans le cadre du Plan septennal étudié non pas dans ses répercussions financières mais précisément dans ses options, dans la moralité de l'action qui sera menée et dans les conséquences que cette action aura sur le processus de développement de la Guinée. Ces trois rapports donc ont été présentés par le Bureau Politique National et examinés par la session du Conseil National de la Révolution. Les débats qui ont suivi la présentation de ces rapports ont apporté la preuve de la maturité de nos cadres politiques. Ils ont attesté une prise de conscience collective de nos cadres quant à la primauté à accorder désormais à la production et quant aux exigences que le Parti se doit de formuler à l'endroit du gouvernement afin qu'il mette tout en œuvre pour assurer la réalisation avant terme des objectifs du Plan septennal, et cela, en fonction non seulement de la qualité du travail que chacun devra four-

Réunion du comité des « neuf » à Addis-Abéba

Le Comité des « Neuf » de l'Organisation de l'Unité Africaine chargé d'étudier l'établissement de la Banque africaine de développement a ouvert lundi, à Addis-Abéba sa quatrième session.

Le Comité des « Neuf » devait étudier les modalités de participation des Etats nouvellement indépendants tels que le Malawi (ex-Nyassaland) et la Zambie (Rhodésie du Nord).

Ce Comité qui comprend la Guinée, le Mali, le Soudan, l'Ethiopie, le Libéria, le Nigéria, le Tanganyika, le Cameroun et la Tunisie poursuivra ses travaux jusqu'au 18 juillet.

(Suite page 2)

(Suite page 2)

Conseil de Coordination entre la R A U et le Yemen

La République Aarabe-Unie et le Yémen viennent de signer un accord établissant un Conseil commun de coordination entre les deux pays. Cet accord qui a été signé par les Présidents Nasser et Sallal est une étape vers l'unité des deux pays.

Le Conseil qui sera composé de deux présidents et de douze membres, dont six de chaque nation sera chargé de préparer l'union des deux pays.

La vie dans la Nation

Augmentation quantitative et qualitative de la production

(Suite de la première page)

nir mais aussi en fonction de la dynamique qui devra guider le gouvernement dans le choix judicieux des hommes auxquels seront confiés des responsabilités à tous les niveaux.

Il est donc tout à fait indiqué qu'au lendemain de telles assises il soit porté à la connaissance des principaux responsables de notre Etat, non seulement les nouveaux objectifs arrêtés mais aussi la nouvelle mystique que chacun a désormais pour devoir d'assimiler, de comprendre et de partager pour que le travail qui sera prescrit à tous et à chacun s'exécute selon la volonté de notre peuple. Nous avons déjà dit que pour un régime conscient, un Parti révolutionnaire, un Etat démocratique et populaire, les hommes doivent être considérés comme des moyens au service d'eux-mêmes et du peuple. Chacun étant pris ainsi en tant que capital ou partie du capital national devra, de par la qualification de sa conscience et l'efficacité de sa contribution, tendre à l'accroissement constant de nos ressources individuelles et collectives. Nous avons également affirmé que l'indépendance réelle, celle qui ne se veut pas verbale mais s'impose par sa nature et son action, (c'est-à-dire par son pouvoir de réalisation et de transformation) est celle que confère à un peuple organisé et conscient le développement optimum de ses capacités à satisfaire ses propres besoins. Or ce développement ne peut s'entendre que dans le domaine économique, d'autant que l'économie est le secteur dynamique dont les répercussions, de manière directe, se manifestent dans toutes les phases de la vie d'un peuple et dans les domaines de la vie d'un homme. Certes, faut-il encore reconnaître qu'avant d'aborder la réalisation de cet impératif du développement historique des peuples, il y a lieu d'en sauvegarder et d'en défendre la liberté: d'où la primauté à accorder, dans le processus de ce développement historique à l'option de l'indépendance politique, toutes choses qui ont caractérisé jusqu'ici les multiples activités de notre Parti et de notre peuple.

C'est l'honneur du P.D.G. que d'avoir aujourd'hui et de manière concrète et solide construit les bases de cette indépendance politique, parce qu'elle constituait le préalable le plus nécessaire à notre révolution, la porte qui devait nous ouvrir un avenir meilleur, le moyen premier sans lequel les au-

tres ne peuvent exister réaliser pleinement. Sans l'indépendance, nous ne serions pas en mesure de développer nos facultés et nos capacités dynamiques pour nous renover personnellement et collectivement, et avec nous l'ensemble des réalités qui nous cernent, c'est-à-dire tout ce qui touche aux conditions de vie de l'homme sur la terre. C'est celle que le P.D.G. a toujours voulu réaliser et c'est celle qui demeure à la base de sa politique économique qui a toujours exprimé fidèlement les options politiques faites par notre Parti et notre régime. Autrement dit, nous avons toujours affirmé qu'en République de Guinée nous ne faisons pas une politique en fonction de notre économie, mais bien au contraire une économie qui traduise plutôt nos options politiques. Dans cette perspective, à notre corps défendant et du fait de la domination étrangère dont les séquelles demeurent encore dans le domaine matériel, constituant les principales entraves à notre volonté d'épanouissement, notre économie reste une économie sous-développée ou non développée.

Allions nous donc promouvoir une politique elle aussi non développée se modelant sur l'état arriéré de notre économie? Cela ne pouvait être parce que notre personnalité doit s'affirmer dans l'intégrité de toutes ses valeurs, et notre présence se manifester dans la définition de tout ce qui touche de près ou de loin à la marche de notre peuple vers un avenir que nous voulons bâtir toujours meilleur.

Et c'est pourquoi notre utilité doit s'imposer sur le plan africain comme sur le plan international dans les domaines de la pensée politique, de la pensée morale et dans celui des options nécessaires à l'affirmation d'une conscience hautement développée.

La Guinée entend mettre en œuvre toutes ses facultés et toutes ses capacités; elle est décidée plus que jamais à se libérer du sous-développement et du non développement. Elle a conscience que c'est grâce au courage et à la volonté qu'elle affichera qu'elle sera mieux en mesure de maîtriser son propre destin.

Notre politique ne pouvait donc qu'être une politique hautement développée, celle-là même qui a tué en nous et autour de nous tout complexe d'infériorité, tout sentiment de médiocrité à l'égard de notre sort, tout esprit et tout comportement avilissants.

Nous avons toujours vou-

lu assurer le triomphe de la dignité qui n'est le privilège d'aucune race, d'aucune caste, d'aucune confession. Cette volonté de dignité qui caractérise tout en Guinée: la maturité politique de nos militants aussi bien que les multiples activités de notre Parti doit être appréciée à sa juste valeur pour pouvoir servir pleinement le développement de notre économie qui constitue la base du progrès matériel, social et humain des peuples.

N'était-il pas indiqué alors que l'économie en Guinée, la politique économique de la Guinée reflètent nécessairement les idées politiques qui dominent la vie de notre peuple? **Aujourd'hui et plus que jamais, nos responsables se doivent de s'engager à nouveau, face au devenir de la Guinée et de l'Afrique, dans cette nouvelle phase du développement économique de notre pays avec la certitude qu'à leur conscience hautement développée et à leur courage ne résistera aucun obstacle si difficile soit-il.** Si cette certitude et cette foi constituent le fondement réel de notre engagement individuel et collectif, la phase qui s'ouvre après la session de Gueckédou verra la manifestation des nouvelles capacités de notre peuple et marquera l'histoire de notre pays d'une pierre blanche parce qu'elle aura permis le décollage de l'économie moderne en République de Guinée.

Aussi, camarades, cette volonté et cette foi doivent s'emparer de vous. S'il est vrai que toute phase historique comporte ses propres impératifs, il est tout aussi vrai que la compréhension intime des impératifs du présent exige que vous puissiez d'abord distinguer la nature de la phase actuelle de celle qui l'a précédée.

La première, celle qui part du 2 octobre 1958 peut être considérée comme la phase d'installation de l'Etat dans ses structures, dans ses institutions, dans ses principes et dans ses méthodes. A ce moment de la consolidation des bases matérielles et psychologiques de l'indépendance nationale, tout avait été mis en œuvre par le Parti afin d'assurer le succès de notre entreprise; et ce succès n'est contesté aujourd'hui par personne. Même les pires adversaires de la Révolution guinéenne affirment que le succès de la lutte politique en Guinée est un incontestable succès comparativement à l'évolution économique qui aurait selon eux abouti à un échec. Mais une telle assertion est fautive, car nulle part, un homme conscient, de quel-

quel pays qu'il soit ou de quelque régime politique qu'il se réclame ne relève ou ne peut relever de contradictions entre des faits politiques et des faits économiques dont les uns dépendent inévitablement des autres, parce que tous sont de même nature, quels que soient les pays, quels que soient les régimes politiques et quelque soit l'époque qu'ils caractérisent. Ce sont ceux-là justement qui servaient à nous convaincre de leur supériorité intellectuelle et de la plus grande efficacité de leurs facultés d'analyse qui commettent cette grave erreur.

Mais puisque notre réponse à leur mauvaise foi ne peut être essentiellement théorique, c'est à la deuxième phase qu'aborde notre développement historique que nous laisserons le soin de trancher le débat. J'attire votre attention, toute votre attention sur cette vérité, à savoir que **les options politiques claires, dynamiques et justes faites par notre peuple sont celles précisément qui lui apportent non seulement de quoi se nourrir, se vêtir et se loger mais de quoi constituer un apport enrichissant à l'humanité dans son évolution et dans sa dynamique de progrès.**

Alors, surgiront en nous lorsque cette mystique sera partagée et comprise de tous une nouvelle réalité, une nouvelle conscience, un plus grand pouvoir de transformation.

Alors chacun se posera également la question en tout moment et en tout lieu de savoir si ce qu'il a produit équivaut ce qu'il devrait produire, car on ne donne jamais assez à son peuple, jamais trop à son peuple, même sa vie, dans la mesure où l'individu reste toujours redevable à la société de son existence même. Lorsque seulement les consciences individuelles s'élèveront à l'auteur d'une si grande compréhension du rôle de chacun dans l'accomplissement de son devoir de participation à l'édification du bonheur de tous, les jalousies et les mesquineries, tous travers qui sort la marque d'une éducation incomplète cesseront d'exister, car la saine perception qu'aura l'homme de la contribution efficace qu'il fait à l'évolution de son pays constituera pour lui l'unique source de satisfaction morale.

Or nous savons que même la morale se fonde sur des bases matérielles, qu'elle n'est pas une donnée aussi théorique que l'on croit et que même la conscience par quoi nous qualifions le sens supérieur de l'humain et qui valorise tous les autres, mé-

me cette conscience a aussi une base matérielle, ne serait-ce que par les connaissances pratiques, l'expérience et les épreuves qui lui permettent de s'élever et de se grandir. *Ainsi la conscience professionnelle est liée aux connaissances théoriques et pratiques de l'homme, aux réalités matérielles de son mode de travail, à la puissance et à la fermeté de l'organisation du travail qui l'utilise.*

En un mot, le recours simple à une morale abstraite ne saurait suffire et il est inutile d'affirmer que les nouvelles réalités que le Parti Démocratique de Guinée et son gouvernement mettront en œuvre devront s'imposer à tout le monde pour faire en sorte que chacun s'acquitte scrupuleusement de son devoir à moins de se démettre de ses responsabilités.

Certes, la période que nous avons vécue, bien qu'ayant abouti à une réelle transformation de notre pays par le dépassement des considérations irrationnelles de race, de religion ou de naissance, ce qui en a fait un corps uni et mobilisé dans le cadre d'une même pensée politique, un corps structuré de manière démocratique et agissant comme une seule volonté dans une même voie débouchant sur un même objectif, cette période de transformations qualitatives disje, n'a pas porté les fruits qui constituent l'orgueil de notre révolution sans défaillances et sans erreurs, sans lacunes et sans insuffisances.

Sans chercher des excuses à ces carences, nous devons cependant affirmer avec une vigueur de plus en plus grande notre volonté de pallier ces défauts pour que notre développement connaisse moins d'entraves dans son heureux accomplissement. Les défaillances et les lacunes de cette période passée ont engendré ces contradictions qui ont été ressenties à tous les échelons et pour lesquelles une fermeté a permis le redressement dans le sens de la ligne politique choisie par notre Parti, après qu'une salutaire appréciation ait été faite des conditions dans lesquelles les erreurs ou les défaillances ont été commises et par elles ont été commises.

Il est réconfortant de souligner que des camarades qui se sont rendus coupables de ces erreurs ont accepté de subir la prison le licenciement, des humiliations et des brimades pour que le Parti soit ce qu'il est devenu. Dans de telles conditions, un réflexe humain intervient qui fait que souvent la sanction n'est pas appliquée.

(à suivre)

La Guinée... l'Afrique... le monde...

La vie dans nos régions

Beyla

Selon un calendrier établi par le Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports, l'équipe nationale d'alphabétisation visitera après Conakry, la région administrative de Boké du 20 au 23 juillet, celle de Boffa du 24 au 26 juillet et Fria du 27 au 30 juillet 1964.

A ce propos, les gouverneurs et secrétaires fédéraux sont priés de vouloir bien réunir aux chefs-lieux des régions les commandants d'arrondissements, les secrétaires généraux et politiques des sections et les alphabétiseurs aux dates indiquées.

Inspection par le président de l'Assemblée nationale des sections de Sinko, Soukouroula et Koumandou, Damaro.

M. Léon Waka, membre du Bureau Politique National et président de l'Assemblée nationale, accompagné du gouverneur de la région et du secrétaire fédéral de Beyla, a inspecté les sections de Sinko, Damaro les 7 et 8 juillet, et les sections de Soukouroula le 9 juillet :

Grave accident de la circulation.

Le mercredi 8 juillet à 7 h 30 s'est produit à Sinko un accident de la circulation : bilan 1 mort et 3 blessés.

Gueckédou

UN BEL EXEMPLE

Les militants de la fédération de Gueckédou ont fourni à ce jour plus de cinq milles tonnes de palmistes.

Kindia

Tenue d'une réunion des membres des comités directeurs.

Une réunion des membres des comités directeurs de la fédération de Kindia s'est tenue le 7 juillet dernier autour du taux des nouvelles taxes régionales.

Réunion à l'intention des femmes à Kindia.

Le 3 juillet dernier s'est tenue à la permanence du Parti, une réunion à l'intention des femmes.

Production:

Critère de tous ceux qui se réclament de notre Révolution

Cette réunion avait essentiellement pour but de faire le point de la situation politique, économique et sociale depuis notre accession à l'indépendance.

Macenta

Un exemple à suivre.

Les élèves des écoles de Macenta ont ramassé à ce jour 112 tonnes de palmistes.

Mamou

Tenue d'une réunion des cadres administratifs et politiques.

Le lundi 6 juillet s'est tenue une réunion des cadres, présidée par le gouverneur de région, qui groupait tous les chefs de service. A l'ordre du jour figuraient notamment la hiérarchie entre responsables administratifs et responsables politiques, l'organisation de la vigilance, l'efficacité dans le travail et le problème du ravitaillement de la population en denrées de premières nécessités.

Labé

Soirée théâtrale et dansante en l'honneur de la délégation des femmes coréennes.

La fédération de Labé a organisé le 7 juillet une soirée théâtrale et dansante particulièrement réussie en l'honneur de la délégation des femmes coréennes en visite d'amitié dans notre pays.

Monde en Bref

(Suite de la page 4)

Genève. — Toutes les délégations occidentales et latino-américaines ont quitté lundi la salle où se tient la conférence internationale sur l'Education, pour protester contre l'insistance des pays afro-asiatiques à mettre aux voix la résolution nigérienne réclamant l'exclusion du Portugal de la conférence.

Les délégations représentant les pays communistes et celles des 33 pays afro-asiatiques sont demeurées dans la salle pour voter la résolution.

Enfin de compte 43 pays ont adopté la résolution tandis que 7 se sont abstenus : (Philippines, Cambodge, Chine Nationaliste, Corée, Laos, Thaïlande et Vietnam Sud. Quarante autres pays, pour la plupart les occidentaux et les latino-américains étaient absents.

M. Habib Chaty, nouvel ambassadeur de Tunisie à Rabat, a présenté mardi ses lettres de créance au roi Hassan-II.

La conférence de l'O. U. A. au Caire

Suite de la page 4

U Thant, a quitté New-York mardi pour le Caire, via Genève. On sait que le secrétaire général de l'O.N.U. avait exprimé le désir de se rendre à la conférence africaine au Sommet. Il se rendra ensuite à Paris, Londres et Moscou.

Le Président Nasser devait accueillir hier à l'aérodrome du Caire, le Dr Kenneth Kaunda, premier ministre de Zambie, les Présidents Tombalbaye, du Tchad Léon M'Ba du Gabon,

Nouvelles brèves

Un colloque sur le développement rural et des ressources en eau des pays en voie de développement s'est ouvert mardi à Addis-Abéba. Le colloque, qui doit durer une semaine est placée sous le parrainage de l'Agence Internationale pour le développement.

Une conférence consacrée aux problèmes d'assistance technique de l'Afrique orientale s'est ouverte mercredi à Nairobi, groupant des représentants du Kenya, Ouganda Tanganyika et Zanzibar.

Communiqué de la Radio

Le Directeur de la « Voix de la Révolution », informe les auditeurs qu'à partir de mardi 14 juillet, la première édition du Journal-Parlé sera diffusée à 6 h 45 au lieu de 7 heures.

Les émissions « Conseil aux Mamans » et les Mouvements du Transport seront diffusés respectivement à 7 heures et 7 h. 15.

Les émissions de la voix de la Révolution

La Voix de la Révolution Radiodiffusion de la République de Guinée émet de Conakry le matin et la mi-journée sur :
214 m. 1403 kes en ondes Moyennes.
48 m. 74, 6155 kes.

et 88 m. 60, 3385 kes en Ondes Courtes.
Le soir en Ondes Moyennes sur :
214 m. 1.403 kes et en Ondes Courtes.
Sur 88 m. 60, 3.385 kes et 34 m 08 9.650 kes.

Programme d'aujourd'hui

A 6 h 20 : L'anglais chez-vous.
6 h 35 : Avis et communiqués.
6 h 45 : Journal parlé (première Edition).
7 h 00 : Conseils aux Mamans.
7 h 15 : Mouvements de transports.
7 h 30 : Fin d'émissions.
A 12 h 45 : Journal parlé (2ème édition).
13 h 00 : Avis et communiqués.
13 h 05 : Variétés d'Airs guinéens.
13 h 30 : Fin d'émissions.
A 16 h 15 : Avis et communiqués.
16 h 30 : Chronique en Malinké.
16 h 50 : Intermède.

17 h 00 : Journal parlé troisième Edition.
17 h 20 : Information en langues nationales.
19 h 45 : Intermède.
20 h 00 : Journal parlé quatrième Edition.
20 h 30 : Avis et communiqués.
20 h 35 : Culture pour tous.
21 h 00 : Chansons populaires.
21 h 30 : Des métiers des hommes.
22 h 00 : Disque des auditeurs.
23 h 00 : Musique variée.
23 h 30 : Dernier Bulletin.
23 h 45 : Solo de Kora.
0 h 00 : Arrêt des Emissions.

Les événements du Congo

(Suite de la première page)

L'unité africaine ? Certes, nous souhaitons, nous désirons ardemment sa concrétisation, sa consolidation, pour qu'elle soit cet instrument, ce moyen efficace de lutte contre le sous-développement et son cortège de misère et d'exploitation. Nous la voulons à

tout prix, mais pas à n'importe quel prix, au point d'introduire le loup impérialiste dans la bergerie par l'entremise d'un homme de paille dont la prétendue reconversion — si reconversion il y a — nous paraît trop brutale, trop soudaine.

C'est pourquoi les appels à la vigilance lancés ces jours derniers doivent être entendus. N'en déplaise à Tschombé qui s'en étonne — en demande raison à un ambassadeur — et qui prétend se rendre au Caire (sur le conseil ou l'indication de ses maîtres il est vrai), il s'agit de sauvegarder l'unité de l'Afrique, la vraie unité de la vraie Afrique, celle que nous voulons unie, apportant dans la liberté la plus totale sa contribution au bonheur des hommes.

K E N

Nos tarifs d'abonnements

Pour compter du 10 mars 1964, nos tarifs d'abonnement au quotidien, sont les suivants :

Guinée		
Soutien	1 an.....	10.000
Ordinaire	1 an.....	6.000
"	6 mois.....	3.500
"	3 mois.....	2.000
par voie aérienne		
Algérie, Côte d'Ivoire, Dahomey, Ghana, Haute-Volta, Libéria, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Mali et Tunisie	1 an	12.000
Europe et autres Etats africains	1 an.....	15.000
U. S. A. Amérique Latine, U.R.S.S., Extrême-Orient et Asie	1 an.....	21.000

Information au service du peuple et de sa révolution

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE

Organe
Quotidien
du
Parti
Démocratique
de Guinée

COMPTE CHEQUES POSTAUX 6975
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINEE
3-34-32

Le conseil des ministres de l'O.U.A. s'est réuni mardi à huis-clos afin de préparer le programme de la conférence du Caire

Le Conseil des ministres de l'O.U.A. qui s'est réuni mardi à huis-clos, au siège de la Ligue Arabe au Caire pour préparer l'ordre du jour provisoire du « Sommet » africain, a formé deux sous-commissions, chacune d'elles devant mettre au point une partie du programme de la conférence. On sait que les principaux points qui seront abordés concernent la décolonisation de l'Afrique et, bien entendu, les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud et le problème sud-rhodésien.

A l'ouverture de la conférence, les ministres africains, après avoir élu comme président M. Mahomoud, ministre des Affaires étrangères de la RAU, ont accueilli officiellement la délégation de la Zambie et celle du gouvernement angolais en exil. Les ministres présenteront leur rapport au secrétariat provisoire de l'O.U.A. lundi soir, ils devaient être réunis à dîner par M. Mahomoud Riad.

Le « cas » des Noirs américains

sera éventuellement évoqué, a indiqué M. Malcolm, leader noir américain, arrivé dimanche au Caire. Le leader Noir américain tentera sans doute d'attirer l'attention de la conférence sur le sort de ses compatriotes noirs des Etats-Unis.

(Suite page 3)

La conférence du Commonwealth a abordé mardi les problèmes économiques et commerciaux

La conférence des Premiers ministres du Commonwealth a abordé mardi les problèmes économiques et commerciaux, la question de la Rhodésie étant alors suspendue. La conférence devait étudier les modalités et les moyens de développer les relations commerciales entre les pays membres, d'augmenter les investissements dans le Commonwealth et de favoriser la

coopération technique ainsi que les relations entre la Grande Bretagne et les « six ».

L'examen des travaux de la récente conférence mondiale sur le commerce, l'évolution du « Kennedy Round » étaient également inscrits à l'ordre du jour.

Quant au problème sud-rhodésien, la Grande Bretagne n'a pas encore fait connaître sa position et s'est contentée d'écouter les interventions des représentants africains. C'est pourquoi M. Ronald Issac, leader de l'Union des Populations Africaines Zimbabwe, du Ghana a demandé à la conférence de lancer un ultimatum à la Grande Bretagne si le gouvernement britannique n'était pas disposé à prendre ses responsabilités devant le problème sud-rhodésien.

« La Grande Bretagne, écrit-il, doit immédiatement donner une réponse sur ce qu'elle envisage de faire. Elle ne doit pas s'abriter derrière le prétexte qu'elle étudie actuellement les points de vues exprimés à la conférence ».

Message de M. Ben Bella à M. David Dacko

La délégation gouvernementale algérienne, dirigée par M. Amar Ouzegane, ministre d'Etat a remis lundi un message personnel du Président Ben Bella au Président de la République Centrafricaine, M. David Dacko. M. Ouzegane a indiqué que le but de sa mission était de préparer le « Sommet africain » du Caire.

Démission acceptée

Le Président Ahmed Ben Bella a accepté la démission du ministre algérien de l'Intérieur, M. Ahmed Medeghri. M. Ben Bella n'a pas encore nommé le successeur du ministre démissionnaire.

Par ailleurs, plusieurs contre-révolutionnaires qui tentent de grossir le camp de Ait Ahmed ont été arrêtés. Des mesures énergiques ont été prises pour mettre fin aux menées subversives.

LE MONDE EN BREF

Alger. — Le Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, M. Ahmed Ben Bella a adressé au général de Gaulle à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet le télégramme suivant :

« A l'occasion de la fête nationale de la République française, j'ai le grand plaisir d'adresser à Votre Excellence mes vœux les plus sincères pour votre bonheur personnel et pour la prospérité du peuple français ».

Vienne. — Le Congrès de l'Union Postale Universel (U.P.U.) a tenu vendredi dernier sa dernière session plénière après six semaines de travaux et de délibération. Après avoir désigné le Japon pour l'organisation de son prochain congrès, l'Assemblée a réglé les problèmes financiers de l'U.P.U. en fixant à 5,3 millions de francs suisses le budget annuel de l'organisation. Ce budget a été adopté par 81 voix contre 14 et 19 abstentions.

Genève. — Sir Ronald Walker, ambassadeur d'Australie à Paris a été élu à l'unanimité président de la 37e session du Conseil économique et social des Nations-Unies qui s'est ouverte lundi à Genève.

Le Conseil a également élu M. Akira Matsui (Japon) et M. Abdelkader Chanderli (Algérie) vice-présidents de la session qui se prolongera quatre semaines. C'est la première fois que se tient le Conseil depuis que l'Assemblée générale a décidé de porter de 18 à 27 le nombre de ses membres.

Rappelons que ces neuf nouveaux membres sont : le Cameroun, le Ghana, l'Indonésie, l'Iran, l'Italie, Madagascar, le Mexique, la R.A.U. et la République Unie du Tanganyika-Zanzibar.

Djeddah. — Le ministère séoudien des Affaires étrangères fait diffuser par radio la Mecque un bref communiqué démentant formellement la nouvelle publiée à l'étranger selon laquelle le gouvernement séoudien avait présenté au secrétaire général de l'O.N.U. M. Thant une proposition tendant à former une commission des Nations-Unies pour régler la question du Yémen. Le communiqué réaffirme que

Tournée d'inspection et d'information à Yomou

Les 25 et 26 juin, M. Soumah Sékou, gouverneur de la région administrative de Yomou a effectué dans l'arrondissement de Péla une première tournée de prise de contact avec les responsables politiques et administratifs.

Accompagné d'une délégation du Bureau fédéral, du directeur général de la Production et des membres du comité directeur de la section de Péla, le gouverneur a visité 17 villages allant de Lagbara (frontière guinéo-libérienne).

Dans toutes les agglomérations un accueil enthousiaste a été réservé au premier responsable de la région.

Au cours des allocutions prononcées le gouverneur a tout d'abord retracé les travaux d'organisation politique de la Guinée depuis la libération du pays en 1958.

« La création de la nouvelle région de Yomou, a-t-il dit, est l'un des résultats des travaux d'organisation effectués par no-

tre grand Parti, toujours animé du souci de rapprocher davantage l'administration des militants. Abordant la bataille de libération économique, M. Soumah Sékou a insisté sur les résolutions adoptées lors du C.N.R. de Guékédou et plus particulièrement sur celle de la conférence économique tenue à Macenta dont les différents points furent largement expliqués.

S'agissant de la commercialisation, les militants ont été invités à redoubler d'effort afin de sauvegarder l'honneur de Yomou actuellement en jeu.

Dans leur réponse les différents comités ont tout d'abord salué la justesse de la décision prise par la direction du Parti à Macenta : désignation d'un technicien agricole à la tête de leur région à vocation agricole. Ils ont ensuite pris l'engagement solennel de réaliser les normes et le programme adoptés dans un temps record.

Ils ont en outre sollicité la réouverture de l'N.R.C. afin d'assurer leur ravitaillement régulier en marchandises et articles de première nécessité.

En ce qui concerne la semaine de l'Economie rurale, le gouverneur de région, M. Soumah Sékou, a invité chaque militant à planter un colatier et chaque comité à cultiver un champ collectif de riz. La J.R.D.A. de son côté a été chargée du défrichage des pépinières et de la création des plantations pilotes prévues sur le Plan septennal.

Un accent particulier a été mis également sur le programme d'alphabétisation déjà en bonne voie dans la région administrative de Yomou.

(Suite page 3)

A chacun ses responsabilités !

La capitale se nettoie. Deux dimanches de mobilisation générale pour mettre au net nos rues, nos quartiers et nos concessions jusque là envahis par des ordures de toutes sortes, ordures ménagères, eaux voluées, écouls bouchés, les herbes et la boue etc. Il était vraiment temps !

Depuis le début du mois donc, on assiste à une série d'opérations de nettoyage. Des ordures, on passe aux moustiques et aussi aux oisifs, disons ces éternels « chercheurs d'emplois ». Ces parasites sont depuis quelques jours l'objet de soins particuliers et sont renvoyés — manu militari — à des tâches plus concrètes, quand ils ne peuvent justifier d'un emploi régulier. Cet assainissement est vraiment salutaire, car la création d'une pégre urbaine n'a pas sa place dans notre révolution.

Nous avons assez parlé de ces faux chômeurs. La responsabilité de leur présence incombe à tous : aux parents qui les reçoivent, les logent et les nourrissent gratuitement, et aux régions qui devront créer les conditions

de leur maintien en milieu rural et j'en passe...

Quant aux moustiques, ils sont en voie de disparition. Les services de l'Armée populaire se sont mis de la partie. Munis d'appareils de pulvérisation, ils sillonnent depuis deux semaines les quartiers. Les égouts, et les habitations sont désinfectés, zone par zone. Les milliers de mouches qui nous envahissaient ont vu leur nombre diminuer considérablement. Bravo !

Mais il reste beaucoup à faire... Il reste encore à débarrasser les rues de ces chiens errants qui gênent la circulation. Il existe actuellement une multitude de chiens, sans colliers, certainement sans propriétaires, qui peuvent être un danger pour les enfants en cette période de vacances.

Il reste aussi des rues à refaire, surtout dans la zone de Tombo, où des efforts louables ont été faits par la J.R.D.A. pour les rendre praticables. D'aucuns vous disent que ce qui reste à faire revient à la région. Alors, à chacun ses responsabilités ! N'est-ce pas M. le gouverneur ?

C. Djibah

Nouvelles sportives

Le dimanche 19 juillet 1964 à partir de 16 h 45, en finale de la Coupe des Sports, le Simandou-Club du 8e arrondissement sera opposé au Sily-Star du 3e arrondissement sur le stade de Conakry-I.

Arbitre : Camara Christophe
Juges de touches : Diagne Hamet et Assou Albert

Délégué : Fofana Lamine.

La finale de la Coupe des Sports est placée sous la présidence d'honneur du bureau fédéral de Conakry-I.

Entrée 200 francs